

# Les mille sources de la Colère

JUIN 2018

N° 110

## Cour des comptes : un rapport à charge infondé sur la DGFIP !

Le rapport de la Cour des comptes sur la Direction générale des Finances publiques n'est une nouvelle fois abordé que dans une logique libérale de destruction du service public de proximité. Certains passages font d'ailleurs froid dans le dos quand il s'agit d'aborder les « importants gisements de productivité demeurent inexploités ». La Cour des comptes semble devenue experte en activité minière ! Il est aussi surprenant de voir à quel point la Cour est au service des intérêts du pouvoir plus que de la population. Elle déclare pourtant en préambule aborder ses rapports publics avec « indépendance, contradiction et collégialité ».

Concernant les implantations de structures de proximité, ce rapport tente de démontrer par comparaison avec d'autres modèles que leur nombre est largement trop important, indiquant : « par comparaison avec les autres administrations fiscales, la DGFIP se caractérise par un retard d'adaptation. Les administrations étrangères ayant procédé à la réduction des points de contact physique ont mis en oeuvre des politiques volontaristes visant à décourager le contact physique traditionnel au profit de l'accueil à distance ». Pourtant, c'est bien l'accueil physique qui reste la voie privilégiée de contact pour les citoyens. Le rapport indique d'ailleurs clairement que « l'accueil physique demeure le canal le plus sollicité avec 14,4 millions de visites en 2016, contre 10,6 millions d'appels reçus et 9,2 millions de courriels ». Et au final, le service public n'est-il pas justement là pour s'adapter aux besoins et aux exigences de la population ? Or, c'est bien ce modèle de proximité que les français réclament pendant que leurs dirigeants tentent de le massacrer. Le rapport préconise pourtant le contraire en indiquant que « compte tenu des congés et de l'absentéisme, une unité de moins de cinq agents ne peut délivrer des services avec une amplitude et une qualité suffisantes ». Pour la CGT, c'est bien en maintenant des structures de proximité, et même en les développant pour tenir compte des évolutions démographiques et économiques, que l'administration des Finances publiques peut être un formidable atout pour notre pays, tant pour les particuliers que pour les entreprises.

Le rapport montre également qu'un des axes d'amélioration concerne les files d'attente aux guichets. Mais comment pourrait-il en être autrement pour une administration qui a supprimé plus de 20.000 emplois en 10 ans ? C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la CGT considère que les suppressions d'emplois, au-delà de la souffrance qu'elles génèrent pour les agents, entraînent une véritable détérioration de la qualité de service au public.

Dans le même esprit, alors que la France comptabilise plus de 100 milliards par an de fraude et d'évasion fiscales, est-il vraiment sain de poursuivre dans la voie de destruction de notre capacité d'action ? Comment d'ailleurs le rapport peut-il s'étonner du manque d'amélioration notable du contrôle fiscal dans ces conditions ?! Les emplois lui étant affectés ont baissé de 11 % en seulement 4 ans. Tout ceci est d'autant plus démagogique quand on sait qu'embaucher 20.000 agents ne coûterait guère plus qu'un milliard d'euros par an à notre pays. Dans l'intérêt des citoyens et du budget de l'État, la CGT revendique donc de recréer au moins 20.000 emplois au cours des 5 prochaines années.

Le rapport note aussi que les crédits alloués à l'informatique sont en baisse de plus de 50 % entre 2009 et 2016. Si pour une partie ces réductions sont liées à une réinternalisation des développements, il est nécessaire de constater que, dans le même temps, la DGFIP a supprimé des emplois informatiques au même rythme que le reste des services obérant ainsi ses capacités à se doter d'outils de qualité. Ces outils sont d'autant plus importants qu'ils assurent l'indépendance de la DGFIP et la sécurisation de données et de traitements hautement confidentiels. C'est pourquoi, la CGT recommande la poursuite des réinternalisations mais surtout l'embauche et la formation de personnel informatique pour le développement et une meilleure efficacité des outils numériques. Cela ne doit toutefois pas se faire avec l'unique objectif de réduire, par ailleurs, les coûts tels que cela ressort du rapport.

La Cour des comptes cible de plus des missions qui ne devraient, selon elle, plus être à la DGFIP : la politique immobilière de l'État ou l'activité des géomètres de la DGFIP qu'il suffirait de basculer à l'IGN. De plus, la Cour des comptes vise, une nouvelle fois, le service des pensions souhaitant sa fin pour le basculer vers une caisse de retraite des fonctionnaires. A l'heure où le gouvernement annonce une réforme des retraites on comprend bien le choix assumé de la Cour des comptes.

**Ce rapport n'est pas tant un rapport d'analyse qu'un rapport à visée politique commandé par le Gouvernement pour servir ses intérêts, bien éloignés de ceux de la population et des agents des Finances publiques. Il sort ainsi la Cour des comptes de son rôle, là où pourtant elle dispose d'importantes compétences qui pourraient être fortement utiles à la Nation. La CGT ne manquera pas d'appeler les personnels à se mobiliser pour donner un autre avenir à la DGFIP.**

## Parking

C'est à l'aube de l'emménagement des collègues de Poincaré à Bournazel que l'équipe de direction semble découvrir les problèmes de stationnement. Comme les places vont devenir rares et chères, N°1 a cru bon rappeler quelques principes élémentaires de bon sens et de solidarité. Les agents ne sont-ils pas suffisamment responsables ? De plus, dans sa plus grande sagesse, il recommande l'utilisation du véhicule personnel uniquement en situation de nécessité absolue.

Rappelons que dans un département rural comme le nôtre, le déplacement domicile-travail relève forcément d'un choix crucial entre le métro, le funiculaire, le tram et autre solution collective...

Facile à dire quand on a un garage réservé et donc aucun problème de stationnement !!!

## Bas les masques

Il est rarissime qu'un politicien se risque à abandonner la langue de bois, mais quand c'est le cas ça décoiffe sérieusement. Un petit exemple un peu lointain dans le temps (1989) et dans l'espace (C'est un 1<sup>er</sup> ministre Néo-Zélandais qui se lâche) : *« N'essayez pas d'avancer pas à pas. Définissez clairement vos objectifs et approchez-vous en par bonds en avant qualitatifs afin que les intérêts catégoriels n'aient pas le temps de se mobiliser et de vous embourber. La vitesse est essentielle, vous n'irez jamais trop vite. Une fois que l'application du programme de réformes commence, ne vous arrêtez plus avant qu'il soit terminé : le feu de vos adversaires perd en précision quand il doit viser une cible qui bouge sans arrêt. »*

Cela ne vous rappelle rien ?...

## Les fondamentaux de l'action sociale

Dans cette période où les coups pleuvent tous azimut sur nos missions et nos acquis sociaux, nous ne pouvons que nous réjouir de voir perdurer dans notre ministère une action sociale. La CGT s'est toujours battue pour maintenir et améliorer des services sociaux dignes de ce nom sans jamais en oublier la dimension fondamentale : l'aide SOCIALE. C'est pour cela que la CGT Finances Publiques à toujours milité dans le département pour que, chaque fois que cela est possible, les subventions allouées par les services sociaux dans le cadre des activités proposées aux agents soient soumises à des conditions de ressources. Cela n'a pas été facile, il a fallu emporter l'adhésion de tous mais notre pugnacité a payé : le CDAS de la Corrèze a voté ce principe en toute transparence et dans le plus grand respect de ses règles de fonctionnement démocratiques.

Les mauvais perdants qui après coup tentent des basses manœuvres de grenouillage pour faire capoter une décision qui ne leur convient pas devraient se poser la question de leur loyauté envers une institution qu'ils sont sensés servir. Nous restons vigilants.

## Prenez exemple sur les applications informatiques : optez pour le temps partiel !

On connaît le dogme libéral qui nous invite à travailler toujours plus avec toujours moins de personnel. Le but ? Détruire ce service public qui coûte cher aux riches et qui ne sert qu'aux pauvres ! L'alibi ? La plupart du temps les gains de productivité liés aux simplifications et aux nouvelles technologies.

Le problème de la DGFIP, c'est qu'elle a fait le choix du low-cost pour ses applications informatiques : C'est vrai, pourquoi investir des fortunes pour des missions et des agents qui n'existeront plus à court ou moyen terme ?

En attendant la réalisation de ce scénario funeste, les grouillots de base que nous sommes tentent de survivre avec des applications clignotantes. La palme au petit dernier, l'étoile montante des ressources humaines : SIRHIUS qui a carrément opté pour le mi-temps :

En raison d'un grand nombre de connexions simultanées à SIRHIUS, une régulation des accès à l'outil est actuellement mise en œuvre par cycle de demi-journée.

Merci de vous reconnecter ultérieurement la demi-journée suivante.

Mention très honorable pour ATLAS, travailleur de l'ombre pour PDFEDIT et HELIOS qui depuis quelques semaines nous propose des micro-siestes régulières allant de 5 minutes à plusieurs heures :



Finalement, la seule chose qui n'est n'est pas pratisée en ce bas monde, ce sont les objectifs qui nous sont fixés et notre souffrance au travail qui ne cesse de croître.

## Sous les pavés, la plage

Avec ce N°110, le 1000 sources de la colère boucle prend quelques semaines de vacances bien méritées. Nous vous donnons rendez-vous en septembre pour une rentrée sociale qui, nous l'espérons, sera à la hauteur pour contrer les attaques de nos gouvernants.

